

Publicité à caractère politique

Avis de transparence Campagne

Conformément au règlement (UE) 2024/900 sur la transparence
de la publicité politique

Identification de l'annonceur

Nom de l'annonceur :

Nexem

Statut juridique de l'annonceur :

Association

Nom du représentant :

Aline Van Hoecke

Coordonnée postale :

3 rue au maire 75003 Paris

Numéro d'enregistrement :

817 664 659 0000 23

Coordonnée téléphonique :**Coordonnée email :****Pays d'établissement :**

France

Objet de la publicité

Cette publicité concerne :

Un débat d'intérêt public majeur

Objet précis du message :

Cette lettre ouverte vise à appeler les pouvoirs publics à faire de la solidarité une priorité en augmentant les finances allouées au secteur.

Langue(s) utilisée(s) dans la campagne :

Français

Période et support de diffusion de la campagne

Dates de début de diffusion :

11 décembre 2025

Dates de fin de diffusion :

11 décembre 2025

Canaux de diffusion :

Presse

Supports concernés :

55 titres de presse quotidienne régionale

Budget et financement

Budget brut de la campagne :

913 000 euros

Nom de l'organisation ou personne finançant la campagne :

Nexem

Source de financement :

Fonds propres

Le financement proviennent-ils de l'UE ou hors UE :

S'agit-il d'un financement public ou privé :

Privé

Y a-t-il des avantages en nature :

NA

Ciblage et diffusion technique

Critères de ciblage :

NA

Origine des données utilisées :

NA

Profilage utilisé :

NA

Contenu publicitaire

Texte du message principal :

Titre : La solidarité ne doit plus être une variable d'ajustement

Contenu de la lettre ouverte :

À l'heure des débats sur le budget de la nation, il y a urgence : la solidarité ne doit plus être la variable d'ajustement d'un Etat qui a perdu sa boussole sociale.

Alors que le risque de délitement de notre société est chaque jour plus grand, notre secteur représente le dernier rempart pour sauver le vivre-ensemble et maintenir la cohésion sociale.

Les besoins augmentent quand les financements, eux, régressent, au détriment des Français les plus vulnérables et des structures qui les accompagnent. Un tiers des associations du secteur sanitaire, social et médico-social privé non lucratif se déclare ainsi aujourd'hui en grande difficulté financière.

La question est donc simple : si l'immobilisme et l'aveuglement de la classe politique se poursuit, qui sera encore là demain pour s'occuper des plus vulnérables ? Qui accompagnera nos aînés, les enfants en danger, les majeurs protégés, les personnes en situation de handicap ou d'exclusion ?

Disons-le clairement, la solidarité n'est pas une option : c'est un investissement stratégique pour l'avenir de notre pays. Un investissement dans la dignité des personnes accompagnées, dans la reconnaissance des professionnels du prendre soin à la hauteur des responsabilités qu'ils assument chaque jour, dans le maintien des valeurs de fraternité qui font notre modèle social.

Il est temps d'en finir avec le problème systémique du financement des politiques de solidarité. Il est temps que les pouvoirs publics fassent, enfin, preuve de courage en sortant des logiques court-termistes qui sacrifient les personnes vulnérables. Il est temps qu'ils prennent des engagements fermes et clairs pour transformer en profondeur nos politiques publiques et leur financement.

C'est le sens des propositions que nous portons avec Humanifest, notre plan d'action pour la refondation du secteur, et c'est la condition sine qua non pour que la solidarité, pilier de notre pacte républicain, perdure dans notre pays.

Accès aux différents matériels :

[Visuel Print](#)

Partenaires techniques

Agence Média:

NA

Prestataires techniques éventuels / plateformes impliquées :

NA

Notice de signalement

Signaler une publicité politique non conforme :

publicitepolitique@366.fr

Identité et coordonnées du responsable de traitement

366

101 Boulevard Murat

Délégué à la protection des données : dpo@366.fr

Numéro d'entreprise : RCS

Politique de Confidentialité - 366

Archivage et mise à jour

Date de création de cette fiche :

01/12/2025

Dernière mise à jour :

01/12/2025

Durée d'archivage :

7 ans à compter de la date de première diffusion